

## MARCHES PUBLICS DE MAINTENANCE ET TRAVAUX



**Le pouvoir adjudicateur :**

**UGECAM HAUT DE FRANCE**

2 rue d'IÉNA

CS 70004

59043 LILLE cedex

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

---

**Consultation n° 2025-13**

---

**« Marché de maintenance et Travaux des Ascenseurs et Monte- charges du patrimoine de l'UGECAM Hauts-de-France »**

**Etabli en application du Code de la Commande Publique  
et selon les termes de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation  
sur les marchés des organismes de sécurité sociale**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

1	Objet du marché	4
1-1	Objet	4
1-2	Décomposition du marché	5
1-3	Durée du marché et modalités de reconduction	5
1-4	Indication des montants/ quantités	5
1-5	Variantes	5
1-6	Options - Prestations Supplémentaires Éventuelles	6
1-7	Sous-traitance	6
1-8	Entreprises groupées	6
2	Documents contractuels	6
3	Délais d'exécution	7
3-1	Délais d'exécution en Maintenance	7
3-2	Délais d'exécution en Travaux	8
3-3	Marchés à bons de commande	8
4	Conditions générales d'exécution	9
4-1	Conditions d'exécution des prestations	9
4-2	Désignation d'un référent	9
4-3	Identification du personnel	9
4-4	Mise à disposition partiel d'un local au Titulaire du marché	9
4-6	Respect des consignes	10
4-7	Obligation de résultat	10
4-8	Passation de commande	10
4-9	Première visite Maintenance	10
4-10	Première visite Travaux	10
4-11	Dispositions relatives à la maintenance	11
4-12	Dispositions relatives à la maintenance préventive	11
4-13	Dispositions relatives à la maintenance corrective	12
4-14	Petites fournitures incluses	12
5	Réunions de lancement, de synthèse, et de suivi	12
6	Garantie	13
7	Modalités de détermination des prix	13
7-1	Répartition des paiements	13
7-2	Contenu des prix	14
7-3	Modalités de variation des prix	15
7-4	Application de la taxe à la valeur ajoutée	15
8	Avance	16
9	Remboursement de l'avance	16
10	Acomptes et paiements partiels définitifs	16
11	Paiement-établissement de la facture	16
11-1	Mode de règlement	16
11-2	Présentation des demandes de paiement	16
11-3	Intérêts moratoires	16
12	Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	18
13	Pénalités	18
13-1	Pénalités de retard	18
14	Attribution de compétence	21
15	Résiliation	22
16	Assurances	22
17	Obligations du prestataire	22
18	Clause de réexamen	23
19	Confidentialité et protection des données	23
20	Développement durable	24

## Préambule – Présentation de l'organisme

Avec plus d'1 milliard de chiffre d'affaires, l'**Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie** est le 1er opérateur de santé privé non lucratif, particulièrement impliqué dans les domaines des soins de suite et de réadaptation (10% de l'offre nationale en rééducation fonctionnelle, 7% des Soins de Suite) et le secteur médico-social (17% de la réinsertion professionnelle des travailleurs handicapés). Le **GROUPE UGECAM** compte 225 établissements, 14 500 lits et places, 13 500 professionnels en France.

Ses missions se résument en 3 points :

- ❑ **Soigner, rééduquer** : le GROUPE UGECAM soigne et rééduque toute personne en perte d'autonomie ou en situation de handicap, quel que soit son âge.
- ❑ **Réinsérer** : pour les personnes isolées par le handicap ou la maladie, le GROUPE UGECAM développe des programmes de réinsertion dans la vie dite ordinaire (dont la réinsertion professionnelle).
- ❑ **Accompagner au quotidien** : le GROUPE UGECAM prend en charge les personnes âgées dépendantes et les personnes en situation de handicap lourd (physique ou mental), ayant besoin de soins à vie, au quotidien, dans des structures adaptées.

### 0.1 Un groupe régional de 20 établissements et services et un seul pouvoir adjudicateur

L'**UGECAM HAUT DE FRANCE** se compose de 20 établissements et services sanitaires et médico-sociaux. Les établissements accueillent des publics de tous les âges : enfants, adolescents, adultes et personnes âgées.

Ses objectifs principaux sont d'accompagner au niveau régional, les établissements de santé appartenant au réseau de l'assurance maladie dans la gestion de leurs orientations stratégiques, de leur patrimoine et de leurs ressources.

Une présentation des différents établissements est disponible sur le site internet de l'UGECAM hauts-de-France.

### 0.2 Une mission de service public

Organisme privé à but non lucratif, le GROUPE UGECAM assure une mission de service public bâtie sur les valeurs fondatrices de l'Assurance Maladie : égalité, solidarité, accessibilité.

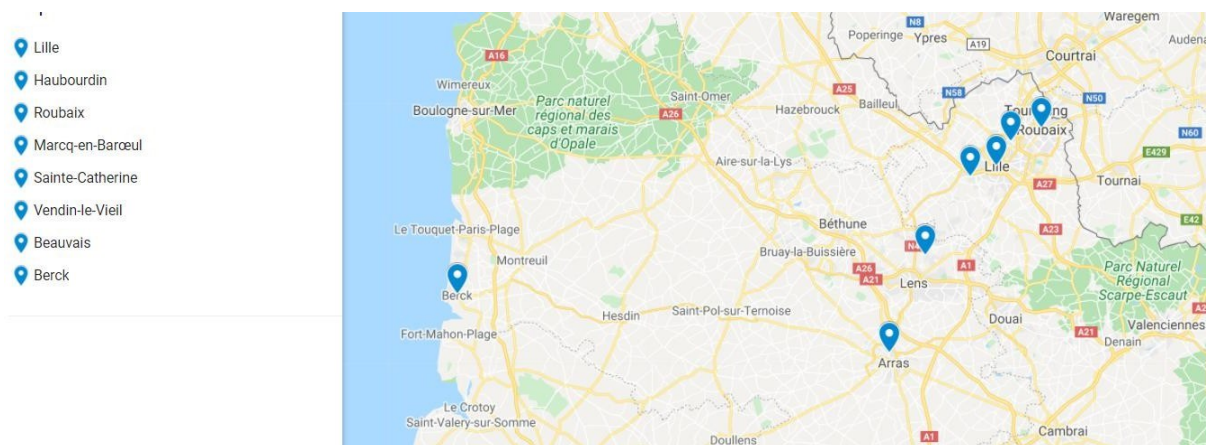
- Un accès aux soins ouvert à tous, sans discrimination : le GROUPE UGECAM prend en charge ses patients, sans considération sociale, familiale ou financière. Il veille à maintenir l'égalité d'accès à tous.
- Des soins conventionnés : les soins sont pratiqués sans dépassement d'honoraires.
- Une proximité valorisée : dans un souci d'efficacité et de qualité, le GROUPE UGECAM se positionne au plus près des populations pour garantir, suivre et anticiper leurs besoins.
- Une prise en charge personnalisée : le GROUPE UGECAM axe son développement sur la prise en charge de la personne dans son intégralité. Grâce à la mise en commun des compétences des professionnels de santé et de l'action sociale, tous les aspects qui participent à la réinsertion sont pris en compte : médicaux, familiaux, financiers, professionnels...

### 0.2 Les établissements concernés par le présent marché

Les sites équipés et nécessitant une maintenance et un entretien des ascenseurs et monte-charges sont au nombre de la présente DPGF pour le LOT 1 et pour le LOT 2.

Désignations des établissements et contacts	Adresses
<b>CLRP</b> Julien DELANGHE, Directeur adjoint	3 rue du Docteur CHARCOT 59041 Lille Cedex Tél : 03 20 10 43 60
<b>EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence Dampierre</b> Sandrine VUYE, Directrice	10 Rue de Dampierre 59100 ROUBAIX Tél : 03 20 75 41 40
<b>EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence La Rose May</b> Christine GEERAERT, Directrice	Rue Jules Boët 59700 MARCQ-EN-BAROEUL Tél : 03 20 55 06 99
<b>EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence La Verderie</b> Anne-Sophie THERY, Directrice	40 rue Pasteur 59320 HAUBOURDIN Tél : 03 20 07 24 69
<b>CASE &amp; MAS</b> Bertrand PLESSY, Directeur adjoint	Route de la Bassée 62223 VENDIN-LE-VIEIL Tél : 03 21 79 53 00
<b>Clinique Le Ryonval</b> Maël MACREZ, Directeur adjoint	182, route de Lens 62223 Ste Catherine les Arras Tél : 03 21 50 71 71
<b>CRP La Mollière</b> Claire CHERIF, Directrice adjointe	19/21 Boulevard de Paris 62601 BERCK-SUR-MER Tél : 03 21 89 07 07
<b>CRF Saint-Lazare</b> Audrey FOURNIER BERANGER, Directrice adjointe	14 rue Pierre et Marie Curie 60000 BEAUVAIS Tél : 03 44 89 74 89

Voici une présentation de l'implantation géographique des Établissements concernés :



## Article 1 - Objet du marché

### 1-1- Nature et forme du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées : 2025-13 "Maintenance et Travaux des Ascenseurs et Monte-charges du patrimoine de l'UGECAM des Haut de France"

UGECAM, souhaite confier la maintenance et les travaux de mise en conformité sur une partie de son patrimoine aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce à la

Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire remplie par le Prestataire.

Conformément au code de la commande publique, la consultation est passée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, avec un montant maximum de 900 000 € HT sur la durée totale du marché de 4 ans pour le Lot 1 et pour un montant maximum 300 000 € pour le LOT 2.

Cet accord-cadre combine :

- Une partie forfaitaire correspondant aux prestations de maintenance préventive, facturée trimestriellement à terme échu
- Une partie à bons de commande pour les prestations de maintenance corrective et les travaux de mise en conformité, exécutée selon les besoins de l'UGECAM Hauts-de-France

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur, sur la base des prix unitaires du BPU. Ces bons de commande préciseront les prestations à réaliser et leur montant. Ils seront notifiés par courrier ou par voie électronique et ne pourront être exécutés que s'ils sont signés par une personne habilitée de l'UGECAM Hauts-de-France.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence du titulaire, selon les modalités prévues à l'article 4.7 du présent CCAP.

## 1-2- Décomposition du marché

Ce marché fait l'objet d'un allotissement suivant les dispositions suivantes :

Deux lots pour les 8 établissements.

Une présentation complète des établissements est disponible sur le site internet de l'UGECAM.

### LOT 1

LOT	Site	Adresse installation	CP	Ville
LOT 1 - Agglomération lilloise	CLRP - "Le Centre Lillois"	3 rue du Docteur CHARCOT	59041	LILLE
	EHPAD LES MAISONS BLEUES - Résidence Dampierre	10 Rue Dampierre	59100	ROUBAIX
	EHPAD LES MAISONS BLEUES - Résidence La Rose May	Rue Jules Boët	59700	MARCO-EN-BAROEU
	EHPAD LES MAISONS BLEUES Résidence La Verderie	40 rue de Pasteur	59320	HAUBOURDIN
LOT 1 - Artois/Littoral	Centre Antoine de Saint Exupéry (CASE)	Route de la Bassée	62880	VENDIN-LE-VIEIL
	Clinique Le Ryonval	182, route de Lens	62223	STE CATHERINE LES ARRAS
	CRP La Mollière	19/21 Boulevard de Paris	62601	BERCK-SUR-MER

### LOT 2 :

Site	Adresse installation	CP	Ville
CRF Saint-Lazare	14 rue Pierre et Marie Curie	60000	BEAUVAIS

### **1-3- Durée du marché et modalités de reconduction**

Le marché prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025, pour une période de 4 an ferme pour la maintenance.

La prestation de maintenance sera exécutée conformément aux dispositions du CCTP.

### **1-4- Indication des montants/ quantités**

Le présent marché est un marché à prix forfaitaires et à prix unitaires conformément aux annexes financières, en application de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

### **1-5- Variantes**

Au regard des articles R2151-8 à R2151-11 du Code de la Commande Publique : Les variantes ne sont pas autorisées.

### **1-6- Sous-traitance**

Seuls, les marchés publics de travaux, de services ou les marchés industriels peuvent être partiellement sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies par les articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 41 du Code de la Commande Publique, qui régissent les dispositions relatives à la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

### **1-7- Entreprises groupées**

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## **Article 2 - Documents contractuels**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/TRAVAUX, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

### **2.1 Pièces particulières**

- Les actes d'engagement suivants les différents lots,
- Le présent C.C.A.P,
- Les C.C.T.P et leurs annexes
- Les mémoires techniques suivants les différents lots.
- Les annexes financières (BPU et DPGF)
- Le mémoire technique du candidat.

**Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l'UGECAM Hauts-de-France font foi.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

**Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles**

**du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.**

## **2.2 Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux ;
- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- Les normes AFNOR relatives à la maintenance.
- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

## **2.3 Pièces à remettre au titulaire - Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales**

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

En complément à l'article 4.2 du CCAG/TRAVAUX, la notification du marché comprend les pièces :

- acte d'engagement,
- le bordereau des prix unitaires ou la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R 2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances devra être adressée au service des marchés publics de l'Ugecam HAUTS-DE-FRANCE :

*UGEAM Hauts-de-France*

*PRAP-DD*

*2 rue d'IÉNA*

*CS 70004*

*59043 LILLE cedex*

## Article 3 - Délais d'exécution

### 3-1- Détermination des délais en Maintenance:

Le décompte du délai se fait à partir du signalement de la panne au Prestataire par le Client, la Téléalarme / Télésurveillance, l'Utilisateur.

#### **Délai maximum de d'intervention pour les pannes survenue 24H/24H et 7J/7**

- ✓ Délai maximum d'intervention : **2 heures**

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités définies à l'annexe 6.

#### **Délai maximum de remise en service**

- ✓ délai maximum de remise en service sans remplacement de pièces ou avec remplacement de pièces courante listées en annexe 3 (pièces listées avec un « \* ») : **4 heures.**

- ✓ délai maximum de réparation avec remplacement de pièces : **72 heures.**

#### **Panne affectant la sécurité :**

- ✓ délai maximum d'intervention : 30 minutes
- ✓ délai maximum de remise en service : 4 heures

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités définies à l'annexe 6.

**Les délais de remise en état peuvent être prolongés par le responsable technique sur proposition du prestataire, en fonction des délais d'approvisionnement dûment justifiés pour les matériels ne figurant pas dans le stock.**

**Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur indiquera précisera sur le bon de commande, si il accepte le report des délais. En l'absence de mention précise, la signature du pouvoir adjudicateur du bon de commande, en l'état, vaudra acceptation.**

### 3-2 -Marchés à bons de commande

Les commandes de travaux supplémentaires sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission bons de commande, en application de l'article 4.7 du présent CCAP.

Les travaux de maintenance corrective et complémentaires feront l'objet d'un bon de commande sur présentation d'un devis.

Le délai d'exécution des prestations de chaque bon de commande court à partir de la date d'émission dudit bon de commande et doit respecter les stipulations des articles 3.1 et 3.2 du présent CCAP.

## Article 4 - Conditions générales d'exécution

### 4-1-Périodes d'intervention et jours d'exécution

Une attention toute particulière devra être portée par le Titulaire sur le respect des délais d'exécution stipulés dans le C.C.T.P.

### 4.2 Désignation d'un référent



L'entreprise titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Personne Publique pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Son identité sera communiquée au pouvoir adjudicateur et tout changement sera également immédiatement communiqué au pouvoir adjudicateur.

#### **4.3 Identification du personnel**

Le Titulaire précisera à l'établissement, dans le cadre de sa soumission, la qualification professionnelle des différents personnels intervenant dans le cadre du marché.

**Les personnels pressentis, tels qu'indiqués dans le mémoire technique, devront être ceux présents effectivement lors de la réalisation des prestations.**

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer les prestations, prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur dès que possible. Il est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires, et de transmettre le CV du personnel remplaçant.

Les personnels du titulaire intervenant sur les sites seront porteurs d'une carte professionnelle.

#### **4.4 Mise à disposition partiel d'un local au Titulaire du marché**

Sans objet.

#### **4.5 Respect des consignes**

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail du respect des consignes (de sécurité, d'accès, etc...) de ses personnels. Est désigné par personnels du Titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire au titre du présent contrat, qu'il s'agisse de son personnel ou de celui de ses co-traitants et/ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement telles que ce dernier les aura définies.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre aux bâtiments et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Les personnels du Titulaire doivent, dans les locaux de l'établissement, porter en permanence et de façon très lisible sur leur vêtement de travail, le nom du Titulaire, ou tout autre signe distinct qui sera soumis à l'accord préalable de l'établissement. Des consignes de circulation seront édictées par l'établissement désigné.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de ses personnels dans les locaux. Il établira des consignes précises à leur intention ; ces consignes seront communiquées à l'établissement avant leur diffusion aux personnels concernés.

#### **4.6 Obligation de résultat**

Le présent Marché impose au titulaire, des obligations de résultats et des obligations de moyens. Les obligations de moyens sont caractérisées par les stipulations des pièces particulières du marché, et complétées par l'offre du candidat.

La garantie de résultat porte sur :

- Garantir la continuité de service (disponibilité des installations)
- Garantir la sécurité des personnes et des biens (fiabilité des installations et équipements, pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme de maintenance préventive systématique, maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité applicables)
- **Respect des délais d'interventions**

#### **4.7 Passation de commande**

##### **4.7.1 Emission des bons de commande**

Des bons de commande pourront être émis par le pouvoir adjudicateur après devis du titulaire en

application des prix fixés au BPU pour tout changement de matériel devenu nécessaire, dans les conditions prévues au CCTP, sans mise en concurrence préalable.

Seuls les bons de commandes signés par l'établissement pourront être honorés par le titulaire. Ainsi, toute commande devra faire l'objet d'un écrit. Les personnes habilitées à signer les bons de commandes sont le Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Le titulaire n'a pas à fournir de prestations sans être en possession d'un bon de commande signé de l'établissement. Celui-ci pourra refuser le paiement de prestations livrées sans bon de commande.

#### **4.7.2 Contenu des bons de commande**

Les bons de commande sont des documents écrits et doivent comporter les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La date d'émission,
- Le numéro,
- La date de livraison des prestations,
- Le numéro du marché,
- Le numéro d'engagement juridique initial (EJ marché),
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- La désignation et l'adresse de facturation,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Le taux et le montant de la TVA de chacune des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### **4.7.3 Exécution des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis à la survenance du besoin et après validation du devis du titulaire par le représentant de l'établissement.

Les bons de commande peuvent émis à compter du premier jour d'exécution du marché jusqu'au dernier jour de sa validité. Ils sont transmis au titulaire par courrier, courriel, télécopie, logiciel client...

Les prestations issues des bons de commande sont conformes aux spécifications techniques précisées dans le CCTP.

#### **4.7.4 Interlocuteur chez le titulaire**

Le titulaire s'engage à communiquer dans les quinze jours ouvrés après la notification du marché, les coordonnées de la personne chargée du suivi commercial et technique, ainsi qu'une adresse mail valide sur laquelle des commandes pourront être transmises, si ce mode d'envoi est choisi par l'établissement. Le titulaire s'organise pour que cette boîte e-mail soit consultée, même en l'absence de son propriétaire. Cette personne sera l'interlocuteur unique de l'établissement pour le suivi des commandes, des visites sur sites, etc...

### **4.8 Modalités de livraison ou intervention non urgente**

Sans objet.

#### **4.9 Première visite Maintenance :**

##### **Lors de la première visite d'entretien:**

Les opérations suivantes seront réalisées par le prestataire :

- 1) Identification des équipements par une étiquette numérotée
- 2) Relevé complémentaire de tous les appareils sous contrat avec un maximum de précisions : marque, type, modèle, numéro de série, année de fabrication, puissance, énergie, tension...

Ces données seront ensuite, si possible, saisies par voie informatique, sur un logiciel de suivi et de gestion SAV, permettant de suivre l'historique de chaque intervention. Le candidat décrira dans le mémoire technique les fonctionnalités et modalités d'accès à sa base informatique.

3) Diagnostic précis sur l'état général des matériels avec compte rendu.

4) Mise en place d'un carnet d'entretien (classeur) permettant un suivi personnalisé du matériel entretenu. Celui-ci reprendra les éléments de visite de maintenance et de dépannages sur le matériel (exemplaire du marché, liste du matériel, bons d'intervention, rapports de maintenance sur le matériel, suivi des fluides et certificats réglementaires). Le carnet d'entretien devra se trouver en machinerie ou à l'accueil de l'établissement.

5) Mise en place de la téléalarme/télésurveillance (y compris tout moyen pour la fonctionnalité du système), affichage explicative d'utilisation, gravée sur plastron inox et fixations non vandalisables ainsi que les coordonnées de l'entreprise titulaire avec le numéro de l'appareil

#### **4.10 Première visite Travaux :**

##### **Lors de la première visite de chantier :**

Une fiche d'incident portant toutes les constatations relatives aux manquements dans l'exécution de la prestation, établie sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, par les services effectuant les contrôles, sera transmise au pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, une intervention immédiate du représentant du site bénéficiaire ou de son suppléant, auprès du titulaire ou de son responsable de site, dès constatation d'une mauvaise exécution des prestations, est possible à tout moment, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant qu'il ne soit fait application de réfections et/ou de pénalités.

#### **4.11 Dispositions générales relatives à la Maintenance :**

Les marchés de maintenance se différencient en fonction du type de maintenance retenu, du niveau de résultats souhaité décrits au C.C.T.P. :

- **Contrat Étendu**

#### **4.12 Dispositions générales relatives à la Maintenance :**

Il s'agit des opérations périodiques de maintenance et d'entretien préconisées par le constructeur, destinées à maintenir à tout moment l'aptitude au bon fonctionnement de l'ensemble des équipements.

Au cours de ces visites, il est procédé aux opérations listées par le C.C.T.P. et aux contrôles réglementaires.

D'une manière générale, les interventions du prestataire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement des services de L'Ugecam Haut de France, et doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum les contraintes.

Le prestataire prendra soin de ne pas salir les locaux dans lesquels il interviendra. La sécurité sanitaire est en jeu. Il respectera les règles d'hygiène en vigueur. A l'achèvement de chaque intervention de maintenance, le prestataire devra effectuer le nettoyage des locaux et des matériels qu'il aurait éventuellement salis lors de son intervention, ainsi que l'enlèvement de ses installations.

En cas de détérioration des locaux/installations techniques ou des équipements installés par d'autres sociétés du fait du prestataire, L'Ugecam Haut de France se réserve le droit de faire réparer ces locaux / installations techniques et/ou ces équipements aux frais et risques du prestataire.

L'Ugecam Haut de France se réserve le droit de faire appel autant de fois que nécessaire à une société spécialisée dans le nettoyage dès lors que le prestataire ne maintiendrait pas les locaux/installations techniques dans un état de propreté suffisant pendant l'exécution des prestations ou en cas de livraison des locaux / installations techniques dans un état jugé insuffisant. Ces dépenses d'entretien des locaux / installations techniques seront facturées au prestataire défaillant

**Pièce de rechange** : dans le cadre de la maintenance préventive, et lorsque le titulaire détecte une défaillance nécessitant le remplacement d'une pièce, il en avise le Responsable Technique, par transmission de son compte rendu d'intervention. Un devis (si nécessaire) détaillé est adressé, avant toute intervention corrective.

Sous réserve de l'approbation du Directeur d'Établissement, les pièces de rechange remplacées à cette occasion feront l'objet d'une facturation séparée au titre de la maintenance corrective.

Dans tous les cas, le prix facturé ne pourra excéder le prix renseigné au bordereau de prix unitaire.

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de l'Ugecam Haut de France délivré par écrit, des pièces neuves conformes aux spécifications du constructeur et adaptées aux installations. Elles seront « d'origine constructeur », sauf autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

Tout remplacement de pièces devra être dûment justifié. L'Ugecam Haut de France se réserve, en outre, la possibilité d'expertise des éléments remplacés. Pour ce faire, toute pièce remplacée justifiant une facturation complémentaire sera laissée à disposition de L'Ugecam Haut de France pour une période de dix jours maximum.

Le prestataire peut proposer à L'Ugecam Haut de France, ou l'organisme peut demander au prestataire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

**Traçabilité des interventions** de maintenance préventive: à l'issue de chaque intervention, le titulaire, ou son représentant, doit consigner avec précision, sur le carnet d'entretien, tous les faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil, en particulier :

- La date, la durée et la nature des interventions, ainsi que toutes observations effectuées au titre de l'entretien.
- La date, la durée et la nature des travaux, remplacement de pièces, modifications de toute nature apportées à l'appareil au titre de l'entretien, mise en conformité ou modernisation.
- La date, la cause des incidents, la consistance des réparations effectuées au titre du dépannage.

Ce carnet est fourni par le prestataire à l'occasion de la prise en charge des installations. Le carnet d'entretien devra se trouver en machinerie ou à l'accueil de l'établissement.

En complément de la consignation sur le carnet d'entretien, le titulaire du marché se doit de remplir le registre de sécurité de l'établissement.

#### **4.13 Dispositions générales relatives à la Maintenance corrective :**

La maintenance corrective a pour objectif de remettre en état l'équipement ou l'installation concernée, afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- à la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le prestataire ou l'Ugecam Hauts de France
- à la demande du responsable technique de l'Etablissement qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, en fonction des perturbations constatées.
- à l'initiative du prestataire et sur accord du Directeur de l'Etablissement, à la suite d'anomalies constatées au cours de visites préventives.

Les interventions correctives concernent tous les sites et s'effectuent, en fonction du contrat de maintenance, sur demande des établissements bénéficiaires, par tout moyen indiquant une date (fax, courriel).

Elles s'effectuent soit sur demande (téléphonique, confirmation par mail, fax), soit lors d'une visite préventive, par tout moyen permettant d'en assurer la traçabilité.

Lors d'un appel téléphonique pour tout type de dépannage, un numéro d'ordre ou d'enregistrement est

donné au représentant de l'établissement.

Le prestataire s'engage à mettre en place une organisation permettant de prendre en compte et traiter les demandes dans les délais impartis, et assurer les retours d'information (clôtures, mises en attente,...).

L'organisation et la procédure de gestion des demandes d'intervention seront décrites dans l'offre du prestataire.

Le prestataire assure les fonctions suivantes :

- réception des demandes,
- analyse des demandes,
- déclenchement des actions pertinentes,
- suivi de bonne fin des actions.

La maîtrise du nombre de demandes d'intervention est un bon indicateur :

- de la qualité de la maintenance préventive,
- de l'efficacité des interventions correctives,
- de la bonne réactivité, de la compétence du Prestataire et de la qualité de la communication.

Le titulaire est tenu d'intervenir dans les délais contractuels prévus. Le titulaire doit informer et tenir au courant le Directeur de l'établissement de l'évolution du traitement de la panne et, éventuellement, de la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes.

**Ces interventions ne concernent pas les matériels sous garantie.**

Un devis préalable (un devis par matériel) sera soumis à approbation du responsable du site concerné.

Le devis mentionnera, a minima, les mentions obligatoires figurant à l'article 11 du présent CCAP, ainsi que :

- le délai d'approvisionnement, le cas échéant
- le délai de réparation définitive

Dès acceptation, ce devis fera l'objet d'un bon de commande.

A réception de la demande, les interventions sont effectuées dans les délais contractuels prévus.

A l'issue de celles-ci le titulaire transmettra les rapports d'intervention y afférent.

**Traçabilité des interventions** de maintenance corrective : à l'issue de chaque intervention, le titulaire, ou son représentant, doit consigner avec précision, sur le carnet d'entretien, tous les faits importants concernant le fonctionnement de l'appareil.

Les dispositions susmentionnées, relatives à la traçabilité des interventions de maintenance préventive s'appliquent.

**Pièces de rechange** : Les dispositions susmentionnées, relatives aux pièces de rechange des interventions de maintenance préventive s'appliquent.

#### **4.14 Petites fournitures incluses dans les interventions de Maintenance:**

**Selon le type de contrat choisi par le pouvoir adjudicateur** : le titulaire doit prévoir le stockage des pièces décrites au C.C.T.P.

## **Article 5 – Réunions de lancement, de synthèse et de suivi d'exécution**

### **5.1 Réunion de « lancement du marché »**

**Dans les 30 jours suivant la notification ou ordre de démarrage des prestations, une réunion de lancement du marché sera organisée avec la direction de l'Établissement concerné ou toute**

**personne la représentant**, afin d'ajuster le planning de réalisation, la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'établissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Le délai écoulé entre la notification et la réunion de lancement ne dispense pas du démarrage des prestations.

Il est précisé que cette première réunion de lancement sera programmée à l'initiative du prestataire, dès réception de la notification.

Cette réunion de lancement permettra d'affiner la quantification et la planification des travaux de mise en conformité.

## **5.2 Réunion de « synthèse de démarrage »**

Sans objet.

## **5.3 Réunion de « suivi d'exécution »**

Dans un délai de 3 mois précédant chaque date anniversaire du marché, des **réunions de suivi d'exécution du marché** seront organisées avec la **direction de l'établissement concerné ou toute personne la représentant**, afin de procéder à un bilan d'exécution du marché, et s'assurer de la bonne réalisation des prestations. Sur demande de la Direction d'Établissement, le **service régional des marchés publics sera convié à la réunion de suivi**.

Ces réunions annuelles permettront également d'élaborer les éventuels plannings de travaux de mise en conformité. (Discussion sur les natures et la quantité entre l'établissement et le prestataire).

Il est précisé que les réunions de suivi d'exécution seront programmées à l'initiative du prestataire.

Il est par ailleurs précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser toute réunion qui lui semblerait nécessaire à la bonne exécution du marché.

## **5.4 Procès-verbal de réunion**

**Procès verbal** de réunion: un procès verbal de réunion sera établi et signé contradictoirement, au terme de chacune des réunions susmentionnées. Un délai de 15 jours ouvrés sera laissé aux parties pour apporter au procès verbal toute rectification ou modification. Après écoulement de ce délai, le procès verbal sera réputé admis par les parties et deviendra contractuel.

## **Article 6 - Garantie**

Les fournitures et/ou prestations bénéficient de la garantie des fabricants contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de leur réception. La garantie proposée doit être au moins d'un an (durée à préciser dans le mémoire technique). Au titre de cette garantie, l'article correspondant du C.C.A.G TRAVAUX s'applique.

Pendant la durée de cette garantie, le titulaire est tenu de remédier aux défauts ou désordres constatés du fait de l'exécution des prestations et/ou de la qualité des pièces, et de procéder, le cas échéant, à toutes les réparations ou adaptations nécessaires dans un délai de 7 jours ouvrés.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant d'une usure normale ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou délictueuse, ni aux cas de force majeure.

Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais le remplacement de(s) la(les) fourniture(s) défectueuse(s).

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle, des fournitures faisant l'objet du présent marché.

## **Article 7 - Modalités de détermination des prix**

### **7-1-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services de chacun des lots et à ses sous-traitants;
- au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **7-2- Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais.

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

### **7-3-Modalités de variation des prix**

Les prix figurent aux bordereaux de prix et décomposition du prix globale et forfaitaire, annexés à l'acte d'engagement.

Le marché est traité à prix forfaitaires hors taxes.

Tous les prix forfaitaires seront réputés fermes pendant la première année du marché.

Ils pourront être révisés à compter du 1er jour des deuxièmes et troisièmes années d'exécution.

Les prix sont fermes la première année d'exécution puis sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé «mois zéro».

La formule de révision, basé sur l'indice BT48, est la suivante :

$$P = P_o * (0,15 + 0.85 * S/S_o)$$

Dans laquelle :

P<sub>o</sub> = le prix de base

P = le prix après révision

S<sub>o</sub> = l'indice en vigueur applicable à la date limite de remise des offres

S = l'indice en vigueur le plus récent publié à la date de la révision

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

#### **Clause butoir**

Chaque prix ne peut évoluer, au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, que de 2 % par an et de 5 % sur 3 années glissantes.

#### **Clause de sauvegarde**

En cas d'augmentation supérieure à la hausse prévue ci-dessus Clause butoir, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

#### **Clause de préavis**

Il appartient au titulaire sous peine de forclusion, de notifier en détail, à l'organisme UGECAM HAUT DE FRANCE (par lettre recommandée avec AR) son nouveau barème de facturation en appliquant la formule précitée et en utilisant les derniers indices connus le premier mois de l'année suivante.

Le détail de cette révision doit être adressé à l'UGECAM lors de la première facturation de l'année suivante. L'UGECAM HAUT DE FRANCE est libre de refuser cette révision si elle ne respecte pas les modalités du marché.

En cas d'absence de notification dans le délai demandé, la révision annuelle ne sera pas applicable.

### **7-4- Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition

réglementaire contraire.

## Article 8 - Avance

Le montant de l'avance et ses conditions de mise en œuvre sont déterminés par application des articles R 2191-3 à 19 du Code de la Commande Publique.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulés ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

## Article 9 - Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et 12 du Code de la commande Publique.

Le taux de début du remboursement de l'avance est fixé à 65,00%.

## Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au CCAG TRAVAUX.

## Article 11 - Paiement-établissement de la facture

### 11-1- Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du Code de la commande publique.

### 11-2- Présentation des demandes de paiement

**Pour la maintenance préventive** : une facture **trimestrielle** sera adressée à terme échu, pour chaque établissement.

**Pour la maintenance corrective et les travaux de mise en conformité** : une facture mensuelle sera établie, pour chaque établissement, conformément aux bons de commande et prestations exécutées, afférents au mois en cours.

**Les factures afférentes au marché seront établies à terme échu en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :**

- le numéro du lot
- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;



- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

**Ainsi que :**


- le délai d'approvisionnement, le cas échéant
- le délai de réparation définitive

Les prestataires auront la possibilité de déposer leurs factures sur la plateforme **Chorus Pro**. Pour permettre de simplifier la gestion et le paiement des factures via un portail gratuit et sécurisé est mise à disposition du titulaire.

Les factures sont transmises directement à chaque établissement, qui s'assurera de la réalisation des prestations conformément au CCTP.

La transmission de façon dématérialisée est à privilégier. Une solution informatique, gratuite et sécurisée est mise à disposition du titulaire via Chorus Portail Pro afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

Cette application est accessible depuis l'adresse suivante :

	Lien vers portail d'accès
Lien portail Chorus Pro	<a href="https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1">https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1</a>

Etablissement	Localisation	Numéro de SIRET
Centre Antoine de St Exupéry	Vendin-le-Vieil	42 362 826 200 093
MAS Les Hélianthès	Vendin-le-Vieil	42 362 826 200 176
CRF St Lazare	Beauvais	42 362 826 200 044
Centre Lillois de Rééducation Professionnelle	Lille	42 362 826 200 069
CRP La Mollière	Berck-sur-Mer	42 362 826 200 101
Résidence Dampierre	Roubaix	42 362 826 200 168
Résidence La Rose May	Marcq-en-Baroeul	42 362 826 200 200
Résidence La Verderie	Haubourdin	42 362 826 200 218
Clinique Le Ryonval	Sainte-Catherine-Les-Arras	42 362 826 200 085

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné à l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur ou la Directrice de l'Etablissement concerné.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'UGECAM Hauts-de-France.

### **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours calendaires à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire du marché, à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$\text{Montant du principal en TTC} \times (\text{nombre de jours de retard} / 365) \times \text{taux IM}$
--

### **Article 12 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du Code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

## Article 13 - Pénalités

### 13-1-Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG/TRAVAUX, voici le barème des pénalités appliquées dans le présent marché :

Chaque fois que l'UGECAM HAUT DE FRANCE constatera :

- Un non-respect des délais d'exécution que ce soit dans les prestations forfaitaires ou non forfaitaires,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations.

Le titulaire sera passible d'une pénalité applicable de plein droit et **sans** mise en demeure préalable. Un rappel écrit (courriel, fiche incident..) pourra émaner de l'Ugecam Haut de France, mais il ne conditionne pas l'application des pénalités.

En effet, compte tenu des résultats à atteindre et de la nécessité d'assurer en permanence et dans les meilleures conditions la continuité de service, en cas de non réalisation par le titulaire des obligations liées au présent contrat, l'Ugecam Haut de France appliquera les pénalités définies ci-après.

Non présentation de documents et / ou non déclaration	
Non remise du rapport d'état des lieux d'entrée sous 1 mois à compter de la mise en place du contrat	50€ HT par jour de retard
Sous traitance non déclarée conformément au marché et/ou en dehors des délais	1 500 € HT
Absence d'information sur la mise à l'arrêt	150 € HT / installation
Non présentation des rapports - semestriel ou annuel	150 € HT / installation
Non envoi d'historique d'intervention dans les 48 heures	150 € HT / demande non satisfaite
Non présentation (annuelle) des attestations civile et décennale Non présentation (tous les 6 mois) des attestations fiscale et sociale)	150 € HT par lot
Constat de dégradation et de mauvaise tenue des installations	100 € HT par constat.
Absence de carnet d'entretien en machinerie ou au PC sécurité du bâtiment	50 € HT / installation
Erreur de facturation : en cas de facturation refaite plus d'une fois et transmise au-delà des délais indiqués dans le présent contrat	50 € HT / installation

Tenue de chantier	
Salissures : Négligences des salariés du Prestataire à proximité des locaux de machinerie	150 € HT par constat non plafonnée
Détériorations d'équipements, de peinture sur revêtement de sol, portes, murs, etc.	500 € HT Non plafonnée
Sécurité	
Non réalisation de l'étude de sécurité dans les 6 semaines suivant la prise d'effet du contrat de maintenance	150 € HT / anomalie constatée
Non fonctionnement du téléphone de secours en cabine	150 € HT / anomalie constatée
Non fonctionnement d'un dispositif de sécurité	150 € HT/anomalie constatée + 50 € HT par jour ouvrés jusqu'à la remise en service
Interventions	
Retard constaté sur la fréquence des visites périodiques telles qu'elles sont définies dans les documents techniques particuliers	150 € HT par retard constaté
Retard constaté sur les délais relatifs aux interventions de dépannage	Appel de jour : 50 € HT par tranche d'1 heure au-delà du délai contractuel. Appel de nuit : 50 € HT par jour au-delà du délai contractuel.
Retard constaté sur les délais relatifs aux désincarcérations	50 € HT par tranche d'1/4 heure au-delà du délai contractuel.
Non-respect du délai de dépannage avec remplacement de pièces	150 € HT par jour calendaire au-delà du temps contractuel.
Non levée des réserves dans les délais définis par le Client	150 € HT par tranche de huit jours par ascenseur au-delà du délai
<u>A la fin du 1<sup>er</sup> semestre de la 3<sup>ème</sup> année du contrat:</u> Taux de levée de réserves < 50%	250 € HT par appareil
Taux de levée de réserves entre 50% et 75%	150 € HT par appareil
Excès de panne	
Avant rénovation, taux d'appels, annuel par appareil > 10	40 € HT par panne supplémentaire.
Après rénovation, taux d'appels, annuel par appareil > 7	50 € HT par panne supplémentaire.
Taux de disponibilité ou fonctionnement non conforme aux objectifs fixés	150 € HT par appareil / semestre
Absence de portage si immobilisation > à 3 jours.	100 € HT par heure de portage non honorée.

Par ailleurs, il est précisé que, sauf indication contraire :

1. Toute heure, jour calendaire ou mois commencés sont comptabilisés. Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessus sont journalières (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur).

2. Ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.

3. Si l'Ugecam Haut de France demande l'application des pénalités décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

En cas de perte de clé(s) remise par l'Ugecam au titulaire pour l'exécution de ses prestations sur un des sites, le titulaire verse à l'Ugecam 3 (trois) fois le coût de remplacement et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées, selon l'organigramme de clés existant sur le site.

#### **Pénalité pour travail dissimulé :**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le Client, aux frais du Prestataire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci avant.

### **Délais et pénalités pour non remise des documents fournis avant et après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents une pénalité de 150 € HT par jour calendaire est opérée sur les sommes dues au Prestataire.

Les plans et documents à fournir par le Prestataire s'entendent des plans et des documents qu'il a établi ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Client.

Les documents à fournir par le Prestataire, sont les suivants :

*Avant exécution :*

Planning détaillé, Plans, études, caractéristiques du matériel, note de calculs... pour visa du Maître d'Œuvre.

*Après exécution :*

Le D.O.E : Dossiers des Ouvrages Exécutés, plans des ouvrages exécutés, PV d'essais, marques, types, caractéristiques du matériel installé.

### **Absence aux rendez-vous de chantier**

Si le Prestataire n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou ne se rend pas à une convocation adressée par le Client ou l'Assistant du Client, il est passible d'une pénalité de 150 € HT sauf motifs notifiés avant l'heure fixée ou sur motifs justifiées par cas de force majeure.

La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de chantier.

### **Non-respect des procédures de prévention**

Tout manquement à la procédure de prévention mise en place sur le chantier constaté par l'Assistant du Client ou le Coordonnateur Hygiène et Sécurité entraîne l'application d'une pénalité de 150 € HT.

La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de chantier.

En cas de manquement grave nécessitant un arrêt de chantier, le Prestataire peut se voir imputer le coût consécutif de celui-ci.

### **Pénalités pour retard dans l'exécution d'une demande formulée dans un compte-rendu de chantier**

Tout manquement à une demande formulée sur un compte-rendu de chantier peut entraîner l'application d'une pénalité de 200 € HT appliquée par rappel supplémentaire à partir du 3ème rappel mentionné sur un compte-rendu de réunion de chantier.

La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de chantier.

### **Plafonnement des pénalités**

Les pénalités ci-dessus détaillées sont cumulables mais sont plafonnées à 10 % du prix du marché HT par installation.

## **Article 14 - Attribution de compétence**

Le présent article déroge à l'article 50 du CCAG/TRAVAUX

### **14-1-Modèles alternatifs de règlement des différends**

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 à 2052 du Code civil.

La transaction donnera lieu à la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel approuvé et signé par les deux parties dans le respect des dispositions de la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.

Le recours à la transaction doit permettre de terminer à l'amiable une contestation née ou de prévenir une contestation à naître.

La signature des parties à un protocole d'accord transactionnel fait obstacle à l'introduction d'une action en

justice ayant le même objet.

Tout échange ayant lieu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre, ayant vocation à encadrer la résolution du litige, doit être mentionné dans un procès-verbal qui sera annexé au protocole d'accord transactionnel.

Afin de le rendre exécutoire, ce protocole pourra être homologué par le tribunal compétent, mentionné au 20.3 du présent CCAP, dans les conditions des articles 1565 à 1567 du Code de procédure civile.

A toutes fins utiles, les parties peuvent saisir le Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable (CCIRA) de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
1, rue du Préfet Claude Érignac  
54038 NANCY Cedex  
Tél. : 03.83.34.25.65. (Mme Caroline PAGE, secrétariat)  
Fax : 03.83.34.22.24.  
Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension - même temporaire - des prestations prévues au présent marché.

En outre, la grève ne saurait constituer une cause exonérant le titulaire du marché de l'exécution de ses obligations contractuelles, le principe de continuité du service public devant prévaloir en tout état de cause. Les pénalités définies à l'article 9.1 du présent cahier seront donc applicables.

#### **14-2 Mise en demeure**

L'UGECAM Hauts-de-France met en demeure le prestataire lorsqu'il constate que celui-ci n'effectue pas la prestation commandée dans les conditions du marché. La mise en demeure s'effectue par envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception assorti d'un délai de réalisation de la prestation de quinze (15) jours calendaires. Si la mise en demeure est infructueuse à l'issue de ce délai, l'UGECAM Hauts-de-France peut résilier le marché sans dommage ou intérêt.

#### **14-3-Règlement juridictionnel**

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent contrat qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence des Tribunaux français, seuls compétents. En cas de litige, le tribunal du ressort de l'UGECAM Hauts-de-France est seul compétent :

Tribunal Judiciaire de Lille (TJ)  
13 avenue du Peuple Belge BP 729  
59034 LILLE CEDEX  
Tél. : 03 20 78 33 33 - Fax : 03 20 78 50 09  
Mail : [accueil-lille@justice.fr](mailto:accueil-lille@justice.fr)  
Site web : <http://www.justice.gouv.fr/>

### **Article 15 - Résiliation**

#### **15.1 Résiliation du marché**

Les stipulations du CCAG-TRAVAUX relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 45 du CCAG-TRAVAUX, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir Adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Le titulaire ne peut se soustraire à ses obligations contractuelles et doit poursuivre l'exécution normale du marché jusqu'à la date de sa résiliation au risque de voir sa responsabilité contractuelle engagée.

Il est rappelé que l'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 17 du présent document.

Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans le cas suivant :

- En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'UGECAM Hauts-de-France, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la

charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'UGECAM Hauts-de-France pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Celle-ci sera également effective :

- Après application de 2 pénalités du fait des mauvais résultats.
- En cas de faute grave du titulaire résultant du mauvais comportement du personnel à l'égard des usagers.

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations par un tiers à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas d'applications répétées des pénalités prévues au présent CCAP ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'établissement. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de la non communication ou de la non recevabilité des observations au regard des droits et obligations de chaque partie, ce marché sera résilié.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

## **15.2 Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du Code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue au point 9.1 du présent document ou résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 16 - Assurances**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des travaux d'installation ou de maintenance.

## **Article 17 - Obligations du titulaire**

Le titulaire doit remettre :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

La circulaire 14 févr. 2012, NOR : EFIM1201512C, Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (Article 17.1.1) fait peser, à cet égard, une obligation de vigilance sur le donneur d'ordre.

Cette attestation doit être demandée tous les six mois durant l'exécution du contrat.

Depuis la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 (Article 93) de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, doit prévoir qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221- 3 à L. 8221-5 du code du travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'oeuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## **Article 18 – Clause de réexamen**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres stipulations contractuelles, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

### **18.1 Changement et dénomination sociale du titulaire**

Le titulaire doit impérativement en informer par écrit l'UGECAM Hauts-de-France et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) dans les plus brefs délais.

### **18.2 Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'UGECAM Hauts-de-France procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

La nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la Commande Publique 2019 et D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du Travail, ainsi qu'un extrait Kbis, une fiche SIREN et un Relevé d'Identité Bancaire.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, l'UGECAM Hauts-de- France procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

### **18.3 Cession, association, substitution, liquidation judiciaire**

Le titulaire du marché ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur. A cet effet, il communique à ceux-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire etc.). Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché. En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire du marché demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché.

Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire du marché, celui-ci en informera sans délai les Pouvoirs Adjudicateurs et leur communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation.

Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du marché, son gérant en informera sans délais le pouvoir adjudicateur.



#### **18.4 Modification de marché**

Dans le respect des dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique (CCP), le marché peut être modifié dans les conditions suivantes :

A l'occasion de l'acquisition de nouveau matériel ou de nouvelles installations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les intégrer au présent marché, au titre des opérations de maintenance, en application des prix indiqués à la DPGF

Les modifications de marché, quel que soit leur montant, qui interviendraient en application du présent article respectent les conditions fixées à l'article R. 2194-7 du CCP.

### **Article 19 – Confidentialité et protection des données**

#### **Confidentialité des données**

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le marché se conforme au Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché.
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché.

Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

L'UGECAM Hauts-de-France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

L'UGECAM Hauts-de-France pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

#### **Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les organismes dont les activités de base les amènent à traiter à grande échelle des données dites « sensibles » ou dont les activités de base les amènent à réaliser un suivi régulier et systématique des personnes à grande échelle sont dans l'obligation de désigner un délégué à la protection des données.

L'UGECAM Hauts-De-France agit en qualité de responsable de traitement des données personnelles qu'elle collecte dans le cadre du présent accord-cadre.

Les pièces constitutives du marché ainsi que les candidatures, les offres et les documents relatifs à la procédure de passation sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans par l'acheteur au titre de l'article R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur un accès aux données personnelles qui le concernent. Il bénéficie en outre du droit de rectification ou de l'effacement desdites données personnelle dans les seuls cas énumérés à l'article 17 du chapitre III de la CNIL.

A cet effet, le titulaire peut joindre pour exercer ses droits, le délégué à la protection des données pour l'UGECAM Hauts-De-France :

Par courrier postal à l'adresse suivante :

Par courrier électronique à l'adresse suivante :

Le titulaire peut également contacter la CNIL pour toute information relative à la protection des données personnelles : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Le titulaire du marché peut être considéré comme un sous-traitant de données personnelles lorsqu'il est amené à traiter des données personnelles pour le compte de l'UGECAM Hauts-De-France.

A ce titre, le titulaire devra présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre d mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

La sous-traitance par le titulaire de sa mission est encadrée par l'article 28 du RGPD et ne peut intervenir sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

Chaque sous-traitance en ce sens donne lieu à la conclusion d'un contrat spécifique qui intègre à minima les stipulations de l'article 28 a) à h) du RGPD.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le Pouvoir Adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché. Pour assurer cette protection, il incombe au Pouvoir Adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## **Article 20 – Développement durable**

Les candidats fourniront un mémoire technique présentant la politique RSE qu'ils proposent dans le cadre du déroulement du marché, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature la Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM. Cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'est engagée sur 3 objectifs.

Cet engagement est formalisé par le document suivant :

.

## STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGECAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs important pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - **Réduire notre impact environnemental** et n°4 - **Intégrer les enjeux RSO** dans la Stratégie et le processus d'Achat.  
L'UGECAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2025 :

### ENGAGEMENT N°1 2025

Renforcer le déploiement de la  
Stratégie Régionale de Gestion  
de Flotte Auto

### ENGAGEMENT N°2 2025

Poursuivre l'allotissement en  
faveur des ESAT / EA

### ENGAGEMENT N°3 2025

Gérer les ressources  
naturelles de façon durable

#### Issu de l'enjeu n°3 de l'axe 3 :

"S'engager en faveur de la  
mobilité durable"

#### Issu de l'enjeu n°2 de l'axe 4 :

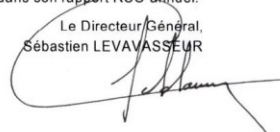
"Contribuer par l'achat à l'insertion  
des personnes éloignées de l'emploi  
ou en situation de handicap"

#### Issu de l'enjeu n°4 de l'axe 3 :

"promouvoir une gestion durable des  
ressources"

L'UGECAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,  
Sébastien LEVAVASSEUR



La présente consultation s'inscrit dans ces objectifs.

En complément de la note RSE, les candidats devront mettre en valeur les qualités de leurs offres, qui permettront d'accompagner l'UGECAM Hauts-de-France vers l'accomplissement de ses enjeux